



N° 26-406

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le 4 juin 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

VOIRIE

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT

DEMONTAGE DE LA BASE VIE

\*\*\*\*\*

Le Maire de la Ville de **SAINTE GENEVIEVE DES BOIS**,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,

VU le Code de la Route, notamment les articles R 417-9 à R 417-13, R 411-8, R 421-5, R 421-7, l'article 325-1 et suivants,

VU le Code Pénal, et notamment l'article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre 1<sup>er</sup> – Huitième partie : signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU l'arrêté n°26-205 en date du 4 avril 2026, portant délégation de signature à Madame Corinne MICHEL, Directrice Générale des Services Techniques,

**CONSIDERANT** qu'il convient de faciliter le démontage de la base vie, exécutés par **l'entreprise S.T.B-3, Rue Maryse Bastié 91080 Evry Courcouronnes**,

**CONSIDERANT** que ces travaux s'effectueront **Rue de Cuverville et Rue Marie Marvingt conformément aux prescriptions techniques de voirie de Cœur d'Essonne Agglomération**,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'assurer et de garantir la sécurité,

ARRETE

**ARTICLE 1** : La circulation sera réglemantée de la façon suivante le **Jeudi 18 Juin 2026 de 7h00 à 19h00** :

- **RUE MARIE MARVINGT** : Tronçon Rue de Cuverville/ Rue Anne Frank
- Mise en sens unique sens Sud/Ouest
- Déviation piétonne selon avancement des travaux

**ARTICLE 2** : La circulation sera **INTERDITE AU POIDS LOURDS** le **Jeudi 18 Juin 2026 de 8h15 à 9h00 et de 16h15 à 17h00** :

- **RUE FREDERIC HENRI MANHES** : Tronçon Rue de Cuverville/ Rue Anne Frank

**ARTICLE 3 :** Le stationnement sera **INTERDIT** au sens de l'article R.417-10 du Code de la route le **Jeudi 18 Juin 2026 de 7h00 à 19h00** au droit des travaux :

- **RUE DE CUVERVILLE/ RUE MARIE MARVINGT : Tronçon Rue Frédéric Henri Manhès/ Rue Anne Frank**



**ARTICLE 4 :** L'arrêté doit être affiché pendant toute la durée du chantier et retiré à la fin de celui-ci. L'arrêté municipal devra être installé sur un support adapté. Il est strictement interdit d'apposer les arrêtés sur du mobilier urbain.

**ARTICLE 5 :** La signalisation de chantier sera mise en place et entretenue par l'Entreprise exécutant les travaux conformément aux règles en vigueur.

**ARTICLE 6 :** Le permissionnaire doit faire enlever immédiatement après l'exécution de chaque partie du travail, les terres et tous autres gravats de manière à rendre la voie publique parfaitement libre.

**ARTICLE 7 :** Ampliation du présent arrêté sera faite à :

Monsieur le Commissaire de Police, Circonscription de **STE GENEVIEVE DES BOIS**,  
Monsieur le Chef de la Police Municipale de **STE GENEVIEVE DES BOIS**,  
Service Voirie de **CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION**,  
Monsieur le Directeur de l'Entreprise **S.T.B**,  
Madame la Directrice Générale des Services de **STE GENEVIEVE DES BOIS**,

**Tous les agents placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.**

Fait en Mairie de Sainte Geneviève des Bois,  
Le 4 juin 2026

Pour le Maire  
Corinne MICHEL  
Directrice Générale des Services Techniques



Le présent acte peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire. L'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. La décision explicite ou implicite au recours gracieux peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.tribunal-administratif.fr](http://www.tribunal-administratif.fr) ou par voie postale ou directement au bureau du greffe de la juridiction (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles).